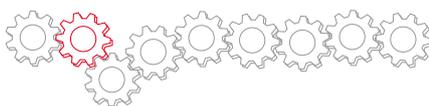


Les cahiers d'histoire de la métallurgie



numéro 66 | décembre 2019

Cent-dix ans !



Un colloque p. 5

Le colloque de l'IHS CGT, sur l'évolution des structures fédérales depuis 1968 s'est tenu.



La VO Métaux p. 15

De 1969 à 1980, la Fédération a fait paraître un encart spécial métallurgie dans la VO.



Non au racket ! p. 24

La hausse des prix du carburant et des péages est un sujet sensible, preuve en est déjà en 1980.

SOMMAIRE :

Décembre 2019 | n° 66

ACTUALITÉS

- 2 Sommaire
- 3 L'édito
- 4 Châteaubriant
- 5 Un colloque
- 6 Au Parlement européen
- 8 Peugeot 1989
- 9 Le STO

HISTOIRE

- 10 *La VO a 110 ans*
- 14 Leur 1^{ère} VO
- 15 *La VO Métaux*

ARCHIVES

- 24 Non au racket !

DÉCÈS

- 25 Achille Blondeau
Elie Salesse

À LIRE, À VOIR

- 27 125 ans de CGT
Les usines d'armements
- 28 La non-épuraton
Le prix du travail

Pensez à votre cotisation 2020 !

ADHÉSION



POSSIBILITÉ DE PRÉINSCRIPTION
POUR UNE DEMANDE DE
PRÉLÈVEMENT avec un relevé
d'identité bancaire IBAN

Nom & prénom :

Organisation :

Adresse :

.....

Tél. :

Mail :

Organisation de + 50 adhérents : **82 €**

Organisation de - 50 adhérents : **22 €**

Individuel : **22 €**

> Règlement à l'ordre de : **IHS CGT Métallurgie**

INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE CGT MÉTALLURGIE • 94 rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris

Cahiers d'histoire de la Métallurgie n° 66

réalisés par **IHS-CGT Métallurgie**



01 53 36 86 38 | ihs.gas@free.fr | <https://ftm-cgt.fr/histoire-sociale-de-la-metallurgie-ihs/>

Rédaction : Emeric **Tellier** | Claude **Ven** | Maquette : Rudy **Jean-François**
Impression FTM CGT | ISSN 2494-1050



Par Claude Ven

Individualité, Ordre et Équité

Si le conflit actuel sur les retraites est une question de rapport de forces, cela suppose qu'il est aussi l'objet d'une bataille d'opinion et donc d'une propagande intensive. Car c'est de propagande qu'il s'agit. Si nous avons fait le choix de lui préférer le concept de communication, nos adversaires de classe, eux, ne l'ont jamais abandonné. Rappelons-le à l'occasion des 110 ans du premier numéro de notre journal, *La Vie ouvrière* et des motifs qui ont prévalu à sa création. Dans ce combat permanent, tous les moyens sont bons. La désinformation, l'intoxication ne les ont jamais rebutés, même s'ils attribuent aux autres la paternité des *fake news*.

Depuis le début de la casse de la sécurité sociale, le terme d'équité est brandi comme l'aboutissement d'une véritable justice sociale. Mais équité n'est pas égalité. Loin de là. L'égalité, inscrite au fronton de nos mairies et de nos écoles, consiste à construire une société qui ne se résume pas à la loi du plus fort. Contrairement à l'équité qui n'est qu'un prérequis à un moment donné. Ensuite chacun pour soi.

Certains l'ont si bien intégré qu'en pleine manifestation du 17 décembre, un militant CFDT déclare que « l'inéquité devient intolérable à tous ». L'« inéquité » ? *Kesako* ? s'interrogerait Zazie : un néologisme, un mot inventé. Dans le processus de dissolution des principes d'égalité par la notion d'équité, il devient naturel d'ignorer les inégalités en lui préférant une « inéquité » plus présentable. Mais cette invention reste bien proche d'iniquité, figurant dans le dictionnaire, et qui qualifie un système injuste, inégal.

La mode est aux pseudo-équivalences, aux apparences équivoques, alimentées par la volonté de détruire ce qui doit faire le ciment d'une société humaine : l'égalité.

On travestit les choses, on trompe les gens, on se cache derrière des discours fallacieux. Les jeunes élites issues des grandes écoles d'une République bientôt privatisée, qu'elles opèrent à l'Elysée, Matignon ou Bercy, adorent ce petit jeu. On promet aux gilets jaunes une augmentation de 100 euros à tous les smicards et cela se traduit par une augmentation brute de la prime d'activité pour certains d'entre eux, on garantit des retraites à 1000 euros minimum pour tous mais seules les carrières complètes au SMIC pourront y prétendre. Cette « victoire » pour la FNSEA, que l'on entend peu sur la retraite de ses adhérents, figure dans la loi depuis 2003 sans jamais avoir été appliquée. Pour les agriculteurs en difficultés ne parvenant pas à se dégager un salaire, les jeux sont faits.

L'heure est à la réforme. On s'en gargarise. Pour ou contre. Le débat devient binaire : syndicalistes obtus ou réformistes, avancées sociales majeures ou conservatisme des privilégiés, blanc ou noir, bons ou méchants. Cette simplification qui prend des allures du bien contre les forces du mal ne sent pas bon. Un élu de la majorité évoque une contre-réforme nous renvoyant au XVII^e siècle et aux enjeux internes de l'église catholique, à l'Inquisition peut-être ? Précisons tout de même que réformer une monnaie implique de lui retirer toute valeur et pour le matériel militaire de le retirer du service. Usons des concepts et des mots avec prudence. Albert Camus disait que « mal nommer les choses, c'est ajouter du malheur au monde » et le monde n'en a pas besoin.

Dans le schéma, déjà ancien, qui prend forme sous nos yeux, de nouveaux principes définissent notre régime désormais quasi-monarchique : Individualité, Ordre et Équité. C'est aussi ce qui se joue dans la rue ces jours-ci.



Châteaubriant 2019



Au cimetière de Saint-Aubin-des-Châteaux © coll. IHS CGT métaux

Comme chaque année, les commémorations en hommage aux 27 fusillés se sont déroulées dans la carrière de Châteaubriant le dimanche 20 octobre. À cette

occasion, les camarades de l'Amicale du souvenir ont organisé la veille, samedi 19 octobre, une initiative à Saint-Aubin-des-Châteaux, situé à quelques kilomètres des lieux du drame. C'est dans cette petite commune que trois des fusillés furent enterrés hâtivement et en toute discrétion. En effet, après avoir ramené les corps des 27 martyrs dans la cour du château de Châteaubriant, il fut décidé de répartir les corps dans différentes communes des environs. C'est à Saint-Aubin-des-Châteaux que trois d'entre eux furent ensevelis :

- Maximilien Bastard, 21 ans, de Nantes, chaudronnier, militant communiste
- An Huynh-Kuhong, dit Luisne, 29 ans, de Paris, professeur, militant communiste.

- Jean-Pierre Timbaud, 31 ans, de Paris, mouleur en bronze, militant communiste et dirigeant de la métallurgie parisienne CGT.

Une plaque a été apposée à l'entrée du cimetière, en présence du maire et du sous-préfet qui a rappelé dans son allocution leur engagement de militants communistes et de résistants. Une gerbe de la fédération CGT de la métallurgie a été déposée par Marise Veny, petite-fille de Jean-Pierre Timbaud.

À la Libération, de nombreuses familles ont souhaité récupérer la dépouille de nos camarades. Ainsi, Jean-Pierre Timbaud est inhumé au cimetière du Père-Lachaise, à quelques pas du mur des fédérés.

L'an prochain, une cérémonie identique sera organisée dans un autre village des environs, en hommage à trois autres camarades parmi les 27, assassinés par les balles allemandes, avec la complicité active du gouvernement de Vichy. ■



Un colloque



Vue de la salle © coll. IHS CGT métaux

Les 21 et 22 novembre 2019, l'Institut CGT d'histoire sociale a organisé, dans la salle du comité confédéral national à Montreuil, en collaboration avec le Centre d'histoire sociale des mondes contemporains, le laboratoire Triangle et l'Université Paris I, un colloque pluridisciplinaire sur le thème « Le syndicalisme professionnel, organisations et structures (de 1960 aux années 2000) ». Une question était placée au cœur de cette initiative : Comment la CGT s'est-elle adaptée aux évolutions des métiers, des branches, des professions, percuté par les nombreux bouleversements intervenus dans tous les domaines de la vie sociale depuis les années soixante ?

Pour alimenter le débat et y apporter un début de réponse, pas moins de trente contributeurs ont répondu à l'appel et soumis leurs conclusions à la centaine de participants présents durant ces deux journées.

Une dizaine de métallos ont assisté aux débats. Il a été question de la métallurgie dans plusieurs interventions, par exemple sur l'exemple du syndicat unique des loueurs de véhicules automobiles, rattaché aux services de l'automobile, dans la contribution de Guillaume Trousset, doctorant en histoire à l'université Paris I, sur l'union locale de l'aéroport Roissy Charles-de-Gaulle. Deux contributions ont plus directement abordé le syndicalisme dans la métallurgie. Claude Roccati, docteur en histoire, est revenue

sur une expérience, celle de la mise en place des comités de groupe transnationaux, entre les organisations syndicales de la métallurgie de France et d'Italie entre 1968 et le milieu des années 1970, en s'appuyant plus particulièrement sur l'exemple du groupe Fiat-Citroën, le plus riche en archives. Notre institut a choisi de revenir sur une expérience avortée, celle de la décentralisation de la Fédération de la métallurgie en plusieurs fédérations d'industries de branche industrielle. Cette idée, mise en œuvre dans la région parisienne entre 1955 et 1963 avant d'être abandonnée, fut réactivée à l'échelon fédéral à partir de 1968, avant d'être adoptée à l'occasion du congrès fédéral de 1973. Durant cinq années, des décisions furent prises et des modifications dans le fonctionnement fédéral intervinrent, avant d'être mise en sommeil à la fin de l'année 1978, en raison des difficultés rencontrées, notamment sur le plan financier.

Les actes du colloque, comprenant l'ensemble des contributions écrites, seront publiés dans les meilleurs délais et nous vous tiendrons bien évidemment au courant ! ■



Contre la résolution du Parlement européen



Le Parlement européen © Treehill | Wikimedia Commons

Nous reproduisons ci-dessous la déclaration commune adoptée par les associations de mémoire des combattants et volontaires en Espagne Républicaine à propos de la Résolution du Parlement européen du 19 septembre 2019 sur « l'importance de la mémoire européenne pour l'avenir de l'Europe ». Ce texte est disponible en ligne : http://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2019-0021_FR.html?fbclid=IwAR0uw5K4uvs2NZjh7z1HPEZ-Malr7jeAPansehGCvQjv8ANMUBEaNMib-kNw0

Le 19 septembre, le Parlement européen a approuvé à la majorité (535 voix pour, 66 contre et 52 abstentions) la résolution commune « Sur l'importance de la mémoire historique européenne pour l'avenir de l'Europe ».

La résolution soutient que la voie menant à la Seconde Guerre mondiale a été ouverte par le pacte de non-agression germano-soviétique (le Pacte Molotov-Ribbentrop

d'août 1939), sans mentionner, à l'inverse, les accords de Munich de septembre 1938 entre l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni et la France qui livrait de fait la Tchécoslovaquie à l'Allemagne nazie. Pas un mot non plus consacré à la politique de non-intervention dans la guerre civile espagnole soutenue par ces pays en 1936 – et que l'Allemagne d'Hitler et l'Italie fasciste n'ont pas respectée –, ce qui a permis l'établissement d'un régime fasciste en Espagne et le renforcement des armées nazies et fascistes.

Le document appelle ensuite les États membres à rejeter activement toutes les formes de totalitarisme, ce sur quoi nous ne pouvons qu'être d'accord, tout en mettant le nazisme et le communisme sur un pied d'égalité.

Le cadre international imposé par les Accords de Yalta a conditionné de différentes manières et degrés le développement démocratique et économique de nombreux pays. On peut critiquer et dénoncer les limites de ces accords à l'aune des évolu-



tions géopolitiques actuelles. Toutefois, nous considérons cette équivalence comme un véritable non-sens historique et une infamie quand nous considérons l'énorme contribution des communistes à la lutte pour la libération et la construction d'une Europe démocratique et unie. On peut penser ce que l'on veut du socialisme réalisé, de ses erreurs et de ses tragédies, mais on ne peut ignorer qu'il existe différentes façons de considérer l'idéologie communiste, et on ne peut pas la rejeter en l'identifiant uniquement au stalinisme et à ses dérivés, dont d'ailleurs les communistes ont été les principales victimes. Dans la résolution, cependant, il n'y a aucune référence au rôle de l'Union soviétique dans la défaite du nazisme, oubliant qu'elle a eu 22 millions de morts pendant la Seconde Guerre mondiale et que c'est l'Armée rouge qui a libéré Auschwitz et conquis Berlin. L'écrivain américain Ernest Hemingway a déclaré : « Tout être humain qui aime la liberté doit plus grâce à l'Armée rouge qu'il ne peut le dire de toute sa vie. »

Cependant, et c'est le plus important pour nous en tant qu'association de mémoire historique, le communisme a été conçu par des millions d'hommes et de femmes comme un idéal de liberté et de justice sociale. Cet idéal a nourri les luttes pour l'émancipation dans les pays d'appartenance et la participation à la guerre de libération dans toute l'Europe et au-delà.

Parmi ses conclusions, le document appelle les États membres à supprimer toutes les références symboliques au nazisme mais aussi au communisme.

Que deviendront alors les monuments qui, en particulier en Europe de l'Est, commémorent la résistance au nazisme et célèbrent les victoires de l'Armée rouge ?

La question n'est pas secondaire si l'on pense que les célébrations de la Seconde

Guerre mondiale sont sur le point de commencer et que la Russie, qui a cessé de se référer au communisme depuis longtemps, a été exclue de ces célébrations.

Le document met l'accent d'une façon inquiétante sur des menaces extérieures non précisées quant aux équilibres actuels du continent européen, alors qu'une grande prudence serait souhaitable afin d'éviter le danger de nouvelles guerres.

C'est précisément en tant qu'associations de la mémoire historique, réitérant sa condamnation de tout totalitarisme, que nous exprimons notre désaccord à l'égard de la résolution du Parlement européen, notre stupeur face à l'évidente ignorance historique qu'elle contient, et notre indignation face à l'effacement du rôle des antifascistes dans la défaite du nazisme, dont beaucoup en France, en Belgique, en Italie, en Yougoslavie et dans d'autres pays étaient des vétérans des Brigades Internationales.

L'instrumentalisation de la mémoire de notre continent en dehors de toute rigueur historique par le Parlement européen nous inquiète profondément et nous interroge légitimement sur les véritables buts de cette résolution confuse et contradictoire.

En outre, la résolution ne parle jamais de « solidarité », ce qui est fondamental dans la vision d'une Europe unie et démocratique.

Italo Poma, Président AICVAS (Associazione Italiana Combattenti Volontari Antifascisti di Spagna - Italie)

Claire Rol Tanguy, Secrétaire Générale ACER (Amis des Combattants en Espagne Républicaine - France)

Almudena Cros, Président AABI (Association des Amis des Brigades Internationales - Espagne)

Paca Rimbau Hernandez, Président ABI-L (Amis des Brigades Internationales - Luxembourg) ■



Les trente ans du conflit chez Peugeot

Les camarades de la section de retraités de Sochaux ont organisé le dimanche 22 septembre une bien belle initiative à l'occasion des 30 ans du conflit chez Peugeot.

Beaucoup se souviennent de cette lutte mémorable qui a fait la une des journaux et du 20 heures pendant plusieurs semaines. Déclenché des ateliers de Mulhouse, ce conflit sur les salaires s'est propagé à l'usine de Sochaux et demeure un moment très fort et très particulier du mouvement social. Un an après les 1 500 francs des salariés de la SNECMA, c'est l'industrie automobile et la forteresse Peugeot qui est frappée par l'exigence de salaires dignes exprimée haut et fort dans une mobilisation enthousiaste, face à un PDG, M. Calvet, figé dans ses certitudes et son bon droit de privilégié.

De cette lutte, les camarades ont tiré un DVD qui reprend les images télévisées et les enregistrements des grévistes pour nous replonger, à 30 ans d'intervalle, dans ce moment fort de la fin des années 80. Période marquée par des conflits sociaux durs, souvent violents, dans la spirale de la casse de l'industrie.

Déjà, Joël Moreau avait relaté dans son livre Mémoires de grève. Peugeot Mulhouse, édité en 2012 par l'IHS CGT d'Alsace, son expérience de délégué syndical à la tête du mouvement.

À cette occasion, les camarades avaient exposé un trombinoscope géant où de nombreux salariés engagés dans la lutte pouvaient se revoir avec quelques années de moins.

30^{ème} anniversaire Grève 1989 Peugeot

Menée du 1^{er} septembre au 26 octobre 1989, la plus longue grève aux usines Peugeot de Sochaux et Mulhouse a été victorieuse.

Le soutien local et la solidarité nationale ont permis de tenir et de faire connaître cette lutte dans la France entière et à l'étranger.

La détermination des ouvriers, la démocratie et l'unité CGT, CFDT, FO, non-syndiqués, ont fait plier le PDG, M. Calvet.

Vous avez participé ou soutenu ? Venez retrouver ces moments inoubliables avec celles et ceux que vous avez perdus de vue.

Vous étiez trop jeune, pas dans la région ou éloigné de ces préoccupations ? Venez découvrir une lutte qui a marqué toute une région et toute une génération.

Vous vous demandez si un tel mouvement serait encore possible aujourd'hui ? Parlons-en !

FILM INÉDIT

Photos
Expo

Chorale
Convivialité

Seul, en famille ou entre amis, vous êtes les bienvenus

Dimanche 22 septembre 11H/17H
Filature Japy à Audincourt

Entrée libre

11H : Inauguration et expo. A partir de 12H Repas tiré du sac, diaporama, Chorale, Film ...

Pour manger sur place, apportez votre pique-nique et votre boisson

Adresse : Allée de la Filature à Audincourt (site de Rencontres et Racines)

Organisé par les retraités CGT de Peugeot Sochaux

La présence, chaleureusement saluée, de Pierre Krasucki, rappelait le rôle que son père, secrétaire général de la CGT, avait joué à l'époque, même s'il avait du mal à prendre la mesure et exprimer le montant atteint par la caisse de solidarité. Merci aux camarades pour l'organisation de cette journée qui fut l'occasion de retrouvailles parfois très émouvantes, en rappelant que la lutte peut être victorieuse y compris dans une période et un milieu aussi difficiles que ceux-là. ■



L'Inspection du travail face au STO

Cette journée d'étude, organisée par le groupe d'histoire d'Ile-de-France de l'association pour l'étude de l'histoire de l'inspection du travail et intitulée « L'inspection du travail face au Travail Obligatoire, 1940-1944 », était particulièrement attendue par les camarades de l'AHS Snecma qui ont entamé un travail sur les déportés du travail dans leur entreprise.

Quatre interventions furent particulièrement appréciées. Celle de Vincent Viet, chercheur au CERMES 3, sur cette histoire longtemps restée taboue et qui lui donna l'occasion d'évoquer le dernier livre d'Annie Lacroix-Riz sur la non-épuration à Libération. Celle de Jean-Pierre Le Crom, directeur de recherche au CNRS, sur Vichy et le monde du travail, évoquant l'impossibilité de mise en œuvre concrète de la charte du travail qui prônait la fin de la lutte des classes et l'harmonie entre patrons et salariés. Celle de Marc-Olivier Baruch, directeur d'études à l'EHESS, qui est revenu sur les missions de service public dans une période d'occupation et la soumission largement consentie au pouvoir en place. Et enfin celle de Lionel de Taillac, directeur du travail honoraire, qui a précisé le rôle de l'inspection du travail au cœur même des entreprises pour choisir les salariés qualifiés contraints de partir travailler en Allemagne pour l'effort de guerre hitlérien.

Cent cinquante personnes ont assisté à cette passionnante introspection sur une administration qui a simplement fermé les yeux sur les quatre années de collaboration active avec l'occupant nazi, permettant à ces

**L'INSPECTION
DU TRAVAIL,
FACE AU TRAVAIL OBLIGATOIRE
1940-1944**

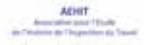
Journée d'études
**mardi 19 novembre 2019
de 9h30 à 17h00
salle Pierre Laroque
14 avenue Duquesne - Paris 7^e**

Inscription : comite.histoire@travail.gouv.fr ou 01 44 38 35 48

Lionel de Taillac, Directeur du travail honoraire
Vincent Viet, Chercheur au CERMES 3, « Pourquoi et comment renouer les fils d'une histoire longtemps restée taboue ? »

Jean-Pierre Le Crom, Directeur de recherche au CNRS (Université de Nantes), « Vichy et la question du travail. Ambitions et limites des réponses institutionnelles et juridiques. »

Marc-Olivier Baruch, Directeur d'étude à l'EHESS, « Servir, mais servir qui ? Éléments pour une typologie des réactions administratives face à l'occupation, la révolution nationale et la collaboration. »



agents de poursuivre leur carrière et d'accéder aux plus hautes fonctions. Il aura fallu attendre 80 ans, et la disparition des acteurs de la période, pour enfin entrouvrir le voile d'un passé aux épisodes parfois glaçants. Il faudrait sans doute que toute la fonction publique ose enfin ce retour sur soi plus que salutaire pour affronter les lendemains qui se dessinent aujourd'hui.

Nous attendons avec hâte la publication des actes de cette journée. ■



Il y a cent-dix ans. *La Vie ouvrière*



Une réunion avec les abonnés salle de la Grange-aux-Belles à Paris, 1913 © DR | coll. IHS CGT Métaux

Notre fédération n'est pas la seule à commémorer son cent-dixième anniversaire, puisque l'année 1909 fut aussi celle du lancement de *La Vie ouvrière*. Ce rapprochement n'est d'ailleurs pas uniquement de circonstance, dans la mesure où les métallurgistes et plus particulièrement l'un d'entre eux, ont joué un rôle important dans l'histoire de l'une des plus anciennes parutions du mouvement ouvrier, honneur qu'elle partage avec le quotidien *L'Humanité*, fondé par Jean Jaurès le 18 avril 1904.

Une nouvelle publication syndicale

Au petit matin du 9 octobre 1909, un nouveau journal sort de l'Imprimerie coopérative ouvrière installée au 26 de ce qui devint la rue Jules-Guesde à Villeneuve-Saint-Georges. Baptisée *La Vie ouvrière*, la nouvelle revue bimensuelle est envoyée à 5 000 futurs abonnés.

Animée par Pierre Monatte, ancien anarchiste, membre du comité confédéral de la CGT depuis 1904, elle réunit plusieurs figures du syndicalisme, comme Victor Griffuelhes, ancien secrétaire général de la CGT de 1901 à 1908 ; Georges Yvetot, de la section des Bourses du travail ; Charles Delzant de



la Fédération du Verre ; Georges Dumoulin de la Fédération des Mineurs ; Jules Lapierre de l'Union des syndicats de Seine-et-Oise ou encore Alphonse Merrheim, secrétaire général de la toute jeune Fédération CGT des travailleurs de la métallurgie.

« Assez curieuse année que 1909 » se remémore Pierre Monatte dans une série d'articles parus dans *La Révolution Proletarienne* au tournant des années 1959-1960. Le mouvement ouvrier, écrasé après la Commune de Paris, s'est relevé non sans difficultés. Il est confronté à un pouvoir qui oscille entre une répression violente et systématique, comme à l'occasion des événements de Draveil-Vigneux (1907-1908) et une politique de séduction et de corruption des militants ouvriers, incarnée par deux anciens socialistes ayant retourné leur veste, Aristide Briand et Alexandre Millerand.

La Confédération Générale du Travail, née en 1895, est alors la seule organisation syndicale nationale et interprofessionnelle. Elle est dominée par un courant, le « syndicalisme révolutionnaire », qui affirme le caractère de classe et l'indépendance de la CGT et se fixe comme objectifs « la lutte pour la disparition du salariat et du patronat, sans négliger pour autant la nécessité de l'action quotidienne contre les empiétements des exploités. » La grève générale du 1^{er} mai 1906, pour la journée de huit heures, fut l'occasion de révéler, aux yeux de tous, la combativité des travailleurs, même si la revendication n'aboutit pas dans l'immédiat.

Les possibilités d'un essor du syndicalisme, en ces premières années du XX^e siècle sont bien réelles, mais pour l'heure, celui-ci est englué par des déchirements internes, que nous avons pu évoquer à l'occasion du débat précédant le Repas des anciens en début d'année.

N'hésitez donc pas à vous (re)plonger dans le compte-rendu disponible en ligne sur le site de la Fédération (<https://ftm-cgt.fr/display-document?document=Document-1127>).

Une revue d'action

La Vie ouvrière se veut être « une revue d'action », « un foyer de coopération intellectuelle syndicale », afin de former les militants et de donner au courant syndicaliste-révolutionnaire, qui domine alors la CGT, une plus grande cohérence idéologique.

Son contenu avant le déclenchement de la Première Guerre mondiale reflète ce vœu. C'est ainsi qu'une très large place est accordée aux monographies de grèves en France comme à l'étranger, pour décrire, analyser, caractériser le déroulement des grèves, afin d'en tirer des enseignements pour les luttes à venir. Soudeurs bretons, maçons parisiens, boulangers de Saint-Nazaire, tisseurs de Lille, mais encore grève générale en Suède ou à Philadelphie ont ainsi les honneurs des pages de *La Vie ouvrière*. Des études très détaillées sont également réalisées sur les maladies professionnelles, les conditions de vie et de logement des travailleurs, comme celles des enfants des verreries, des sidérurgistes de Meurthe-et-Moselle ou encore des ouvriers boulangers. Son contenu s'attarde aussi sur la justification des grandes revendications de la CGT, et notamment sur les retraites ouvrières ou sur les tentatives d'association capital-travail. Enfin, *La Vie ouvrière* ouvre ses colonnes aux analyses économiques et fait preuve de clairvoyance sur des sujets comme la concentration du capital, les dangers du taylorisme ou encore sur les menaces de la guerre.



La fine équipe des «gréviculteurs» qui sillonnaient la Lorraine métallurgique et minière dans les années 1905-1907, pour y implanter la CGT. De g. à dr. : Boudoux, Varède, Merrheim, Uhry et Petit. © DR | coll. IHS CGT Métaux

Alphonse Merrheim, une plume de la VO

Alphonse Merrheim est né dans une famille ouvrière de La Madeleine (Nord) le 7 mai 1871, alors que la Commune de Paris battait son plein. Chaudronnier de formation, il œuvra à la reconstitution de son syndicat dont il assumait les fonctions de secrétaire de 1893 à 1904. Un an plus tôt, la Fédération du cuivre, à laquelle il appartenait, intégra l'Union fédérale des ouvriers métallurgistes et Alexandre Bourchet, secrétaire général de la première devint secrétaire de la seconde. Ce dernier démissionna en 1904 et ce fut Merrheim qui reprit cette tâche, non sans hésitations.

On lui confia rapidement la gestion de grèves particulièrement dures : Cluses (1904), Longwy (1905), Hennebont (1906) ou encore celles du Nord (1907). De ces expériences, il tira de solides monographies publiées par *Le Mouvement socialiste* ainsi que

des enseignements sur la puissance du patronat métallurgique et sur la nécessité pour les travailleurs de s'organiser en fédérations d'industrie.

Il entama, avec le journaliste Francis Delaisi, un travail d'analyse approfondi sur le patronat et sur les structures économiques de la métallurgie, dans les domaines de la technique et de l'économie politique. À l'instar de Fernand Pelloutier avant lui, il était persuadé de l'importance de la formation des militants dans ces domaines. Selon lui, les travailleurs ont besoin d'un patient travail d'organisation syndicale et d'éducation avant de pouvoir espérer renverser la société capitaliste.

Il a ainsi publié en 1908 une étude sur le Comité des Forges, puis une série d'articles intitulée « L'organisation patronale en France » parue dans *Le Mouvement socialiste* entre 1908 et 1909 et surtout, en 1913, une vaste



étude intitulée *La Métallurgie, son origine et son développement*. Les forces motrices, dans laquelle il analyse la concentration des entreprises, la multiplication des trusts et des cartels et l'essor de la taylorisation. Conscient de la faiblesse du syndicalisme de métiers face au tout-puissant patronat métallurgique, il joua également un rôle central dans la mise en place en 1909 de la Fédération des ouvriers sur métaux regroupant l'ensemble des métiers. Celle-ci comprenait l'Union fédérale des ouvriers métallurgistes, la Fédération des modeleurs, celle des mouleurs et celle des chauffeurs-conducteurs. Elles furent rejointes en 1911 par la Fédération des mécaniciens et enfin par celle des ferblantiers l'année suivante.

Sa participation à la création de *La Vie ouvrière* dirigé par son ami Pierre Monatte en 1909 relève également de cette préoccupation de former les militants. Il y collabora à de nombreuses reprises, comme en témoigne la liste ci-contre.

Pour plus d'éléments sur le parcours ultérieur d'Alphonse Merrheim, n'hésitez pas à consulter sa biographie disponible en ligne sur le site internet de la Fédération :

(<https://ftm-cgt.fr/1451-2/>).

Alphonse Merrheim dans *La Vie ouvrière*

« L'accaparement de la houille blanche », n° 1, 5 octobre 1909, p. 43-60.

« Les soudeurs bretons », n° 3, 4 novembre 1909, p. 141-160.

« L'escroquerie des retraites ouvrières », n° 7, 5 janvier 1910, p. 1-15.

« L'affaire de l'Ouenza », n° 9-10, 5 et 20 février 1910, p. 129-150.

« L'affaire de l'Ouenza », n° 11, 5 mars 1910, p. 287-307.

« L'affaire de l'Ouenza », n° 12, 20 mars 1910, p. 346-363.

« La suppression des économats et la Meurthe-et-Moselle », n° 13, 5 avril 1910, p. 408-419.

« La suppression des économats et la Meurthe-et-Moselle », n° 14, 20 avril 1910, p. 508-509.

« La suppression des économats et la Meurthe-et-Moselle », n° 19, 5 juillet 1910, p. 48-52.

« Les serfs de Meurthe-et-Moselle », n° 22, 20 août 1910, p. 193-211.

« Les serfs de Meurthe-et-Moselle », n° 23, 5 septembre 1910, p. 271-289.

« L'approche de la guerre », n° 31, 5 janvier 1911, p. 1-17.

« L'approche de la guerre », n° 32, 20 janvier 1911, p. 101-113.

« L'approche de la guerre », n° 33, 5 février 1911, p. 129-141.

« L'approche de la guerre », n° 34, 20 février 1911, p. 242-248.

« Compagnies minières et sociétés métallurgiques », n° 37, 5 avril 1911, p. 388-397.

« La conférence internationale de l'acier », n° 45, 5 août 1911, p. 129-143.

« La conférence internationale de l'acier », n° 46-47, 20 août-5 septembre 1911, p. 288-306.

« Les mineurs se lèveront-ils ? », n° 58, 20 février 1912, p. 241-277.

« La journée de huit heures dans les usines à feu continu », n° 75, 5 novembre 1912, p. 178-190.

« Le congrès confédéral contre la guerre », n° 76, 20 novembre 1912, p. 285-289.

« La méthode Taylor », n° 82, 20 février 1913, p. 210-226.

« La méthode Taylor », n° 83, 5 mars 1913, p. 298-309.

« La méthode Taylor. Une discussion », n° 108, 20 mars 1914, p. 345-362.

« La méthode Taylor. Une discussion », n° 109-110, 5-20 avril 1914, p. 385-398.

Jules Raveté, « Une discussion sur le système Taylor. Brèves observations pour Merrheim », n° 116, 20 juillet 1914, p. 103-111.

« Une discussion sur le système Taylor. Une réponse de Merrheim », n° 116, 20 juillet 1914, p. 103-111. ■



Leur première VO

Le *Guide du métallurgiste* de mars 1955 met l'accent sur la diffusion de *La Vie ouvrière*. À cette occasion, la double page centrale reproduit trois témoignages relatant les conditions dans lesquelles quelques camarades relatent leur première *Vie ouvrière*. Morceaux choisis.

Alfred Costes, président de la Fédération, explique : « Cela fait bien longtemps, avant la guerre 14-18. Dans l'usine où je travaillais, il y avait un copain qui y était abonné et qui m'en a prêté quelques numéros. À l'époque, la VO était publiée sous forme de petits fascicules. La guerre vint et à mon retour en 1917, je m'engageais dans la bataille révolutionnaire. Je m'abonnais à la VO en 1920. Depuis, je n'ai jamais quitté ni la VO, ni la bataille. [...] Sa lutte opiniâtre contre le comité des forges et les fauteurs de guerre lui valut d'être interdite par les hommes qui se « vautrèrent » dans la collaboration hitlérienne. Interdite, sa parution continuait. Son format était très petit, son tirage moins nombreux, mais combien de dizaines de milliers de travailleurs se sont passés de mains en mains ces numéros clandestins dont l'impression et la diffusion coûtèrent la mort et la déportation à tant de travailleurs animés par la fidélité à leur classe, à leur pays. Je me rappelle encore, lorsqu'en prison en Algérie, mes camarades et moi avions la joie d'avoir en main un de ces numéros, comment il était lu de la première à la dernière ligne. Il représentait pour nous la réalité, le vrai visage de notre classe ouvrière, de notre peuple, dressés contre l'occupant, la guerre, la misère. »

Jean Breteau, secrétaire général de la Fédération, témoigne : « J'ai commencé à lire la *Vie ouvrière* au cours de l'année 1937. Jusqu'au début de la guerre, je n'en ai pas été un lecteur assidu. Je le suis devenu à partir d'un numéro clandestin que j'ai lu en novembre 1942 et qui relatait la fusil-



lade des « 27 de Châteaubriant ». Chaque numéro lu depuis cette époque jusqu'à la Libération et depuis m'a apporté quelque chose de nouveau pour le combat que tous nous menons. »

Livio Mascarello, secrétaire général adjoint de la Fédération ajoute : « Aussitôt après la Libération, j'étais un lecteur assidu de l'hebdomadaire de la tendance « ex-confédérés » à la CGT intitulé « *Résistance ouvrière* » qui, par la suite, devait prendre le nom de « *Force ouvrière* ». À l'époque, faisant mes premières armes de militant syndical, j'étais de ceux qui lisaient parfois la *Vie ouvrière* pour se faire une opinion de ce que pensaient et écrivaient les camarades de la CGT appartenant à la tendance « ex-unitaires ». Membre de la SFIO, militant politique au parti socialiste, comme bien d'autres, la *Vie ouvrière* représentait pour moi la voix des « communistes » de la CGT. C'est ainsi que j'ai lu ma première *Vie ouvrière*. Depuis, combien de chemin parcouru. C'est *La Vie ouvrière* qui avait raison. » ■



La Vie ouvrière métaux

Pendant plus de dix années, notre Fédération a assuré la parution, avec l'aide de la rédaction de *La Vie ouvrière*, d'un encart professionnel hebdomadaire destiné aux métallurgistes. L'histoire de cette *Vie ouvrière Métaux* (VOM), forte de près de 500 numéros et de 4 000 pages, reste pourtant largement méconnue, en dépit de la richesse de son contenu, dans une période cruciale de notre histoire syndicale, des lendemains de mai-juin 1968 à la veille de l'arrivée de la gauche au pouvoir en mai 1981.

La « bataille des idées », du « lire et du faire lire CGT » est plus que jamais d'actualité, dans un contexte marqué par une concentration accrue des médias et par la place croissante prise par les réseaux sociaux. C'est pourquoi ce petit détour historique par cette expérience de *La VOM* nous a paru fort à propos !

La genèse (1967-1968)

L'accroissement des luttes, dans les premières années de la décennie soixante, ne se traduit pas par une progression de la diffusion de *La Vie ouvrière*. Bien au contraire, elle recule chez les métallurgistes, de 85 600 exemplaires (mai 1956) à 72 700 (novembre 1962) et 47 700 cinq années plus tard. Nombreuses sont pourtant les tentatives d'amélioration des ventes. Ainsi, en octobre 1967, l'Union des syndicats des travailleurs de la métallurgie de la région parisienne, suivant l'exemple de la Moselle et de Nantes, impulse un grand concours d'émulation entre les syndicats de la métallurgie d'une durée de quatre mois avec, en récompenses pour les meilleurs vendeurs, des machines à écrire, des duplicateurs ou encore des sonos portatives.

Loin de baisser les bras, le comité exécutif fédéral du 27 octobre 1967 décide d'envi-



Vente de *La Vie ouvrière* dans une manifestation, sans date © DR | coll. IHS CGT Métaux

sager la parution chaque semaine d'une édition professionnelle, sous la forme d'un encart de huit pages inséré dans *La Vie ouvrière*. Parmi les avantages attendus, on trouve celui de l'accélération de la circulation des informations, grâce au lien direct noué avec les lecteurs, tandis que la périodicité hebdomadaire offre une meilleure réactivité que le mensuel fédéral *L'Union des métaux*. Le coût s'élève à six millions d'anciens francs par numéro, ce qui implique la diffusion de 110 000 exemplaires au moins, soit à un syndiqué sur deux. Cet objectif, ambitieux au regard de la diffusion moyenne, est atteignable, car *La Vie ouvrière* spécial Impôts a été diffusée en 1967 à 133 000 exemplaires dans la métallurgie.

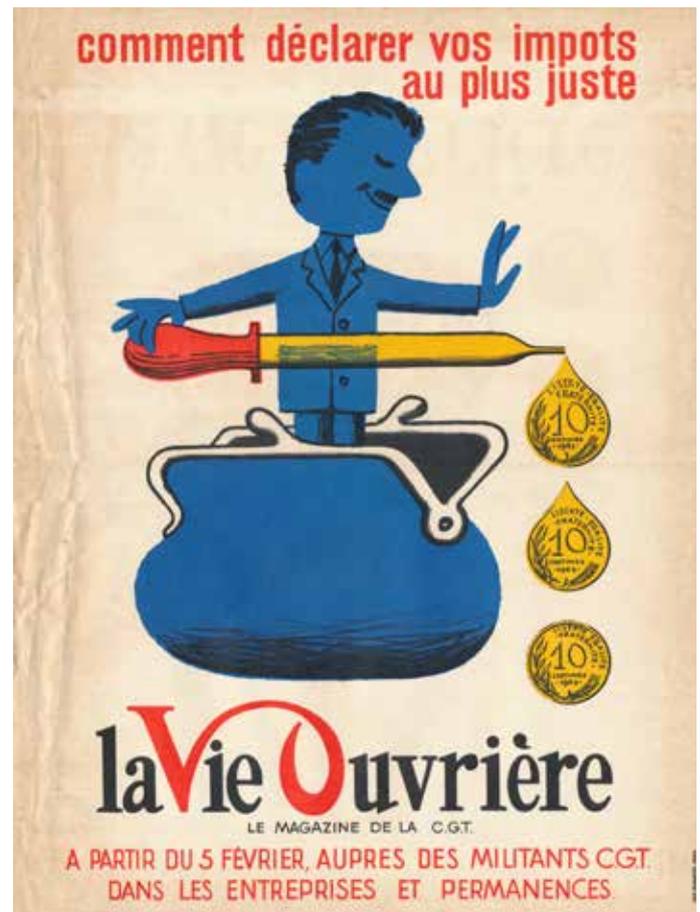
Une semaine d'information est initiée en janvier 1968 pour convaincre les syndicats de prendre en compte cette innovation, en multipliant le nombre de diffuseurs et en



faisant appel aux syndiqués. À cette occasion, un numéro prototype est inséré dans *La Vie ouvrière* du 10 janvier 1968. On y trouve un éditorial de Jean Breteau, secrétaire général de la Fédération, évoquant les journées d'action unitaire lancée par les fédérations CGT et CFDT de la métallurgie les 23, 24 et 25 janvier, des rubriques consacrées aux bénéfiques patronaux, à l'agenda fédéral, à l'actualité syndicale dans les entreprises, tandis que le dossier s'attarde sur les métallos de Grenoble – Jeux Olympiques d'Hiver oblige – et que la dernière page est consacrée à une enquête salaire chez Hispano-Suiza (Bois-Colombes). La Commission administrative confédérale du 6 mars 1968 se félicite dans sa résolution de « ses premières initiatives et expériences réalisées en vue de regrouper les moyens d'expression professionnels et interprofessionnels au niveau national ».

La vente de masse de *La VO* spéciale Impôt fait figure de test réussi, dans la mesure où 6 000 exemplaires de plus qu'en 1967 sont vendus. Fort de ce résultat, le premier numéro paraît « officiellement » le 3 avril 1968. Celui-ci est diffusé à près de 82 000 exemplaires et environ 1 200 lecteurs réguliers sont gagnés à la suite de cette première vente de masse. Le second numéro, le 1^{er} mai, confirme l'intérêt des métallurgistes, avec une diffusion équivalente et 1 800 nouveaux lecteurs réguliers gagnés.

Les grèves de mai-juin 1968 bouleversent quelque peu le calendrier prévisionnel fédéral. Positivement bien entendu ! L'heure est à l'offensive, grâce à l'afflux de syndicalisation et aux droits nouveaux obtenus. C'est ainsi que la presse syndicale a désormais droit de cité sur le lieu de travail, à l'intérieur même des entreprises. Comme l'affirment Georges Séguy et Henri Krasucki, dans un courrier conjoint envoyé en septembre 1968 à l'ensemble des bases syndi-



Affiche pour *La VO Impôts*, 1963 © coll. IHS CGT Métaux

cales, « la présence ouverte du journal de la CGT, chaque semaine dans les ateliers et services, est par elle-même une affirmation des libertés conquises et un élément de confiance. Elle doit devenir rapidement une chose naturelle, indispensable à la vie normale d'un salarié. »

Dans le cadre de la préparation de son 26^e congrès, la Fédération décide la sortie de trois numéros consécutifs de *La VOM*, les 23 octobre, 30 octobre et 6 novembre. Là encore, la diffusion ne diminue pas et progresse même légèrement. Cette expérience, ainsi que celles menées postérieurement par d'autres fédérations comme celle des services publics ou des cheminots, est débattue lors du comité confédéral national (CCN) des 7-8 novembre 1968. Henri Krasucki, membre du Bureau confédéral et directeur de *La Vie ouvrière*, salue dans



son rapport « l'effort de rationalisation et de concentration de notre presse nationale de masse » et souligne la nécessité d'élever le niveau de diffusion, pour conquérir « des centaines de milliers de lecteurs ».

Fort de ces résultats positifs, le 26^e congrès fédéral, en novembre 1968, confirme l'orientation prise et décide la parution hebdomadaire de *La VO Métaux*. Ainsi, « chaque semaine, notre Fédération s'exprimera dans une publication nationale, chaque semaine, notre orientation fédérale atteindra des dizaines de milliers de métallurgistes. » Ainsi, la presse fédérale sera « encore plus près de nos organisations, des travailleurs, car nous pourrons traiter, dans certains numéros, de la vie d'une USTM, d'un syndicat, nous pourrons traiter plus souvent des catégories, des branches industrielles, de leur activité. »

Une naissance sous le signe de la lutte !

Le premier numéro régulier paraît le 12 février 1969, le jour même d'une grande journée nationale d'action interprofessionnelle sur les salaires, destinée à peser sur le rendez-vous de mars 1969, prévue par le constat de Grenelle pour faire le point sur l'évolution des salaires et des prix. Les métallurgistes ont massivement participé à cette journée, à l'image des ouvriers des établissements Coutisson de Sotteville-lès-Rouen et de Rouen (Seine-Maritime), chez Berliet à Vénissieux (Rhône), chez Peyrard à Rivede-Gier (Loire), chez Viralu-SKV à Chaumont (Haute-Marne), à la Nantaise de Fonderie ou aux chantiers navals de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique). Il n'y a donc rien d'éton-



Faire-part de naissance de *La VOM*, 1969 © coll. IHS CGT métaux

nant à ce que les huit pages de ce premier numéro soient consacrées à la question du pouvoir d'achat et que sa « une » reproduise une photographie de Robert Doisneau figurant un billet de cent francs pris dans des engrenages.

Quel est le bilan, après une année de parution ? Au total, ce sont la publication de 450 échos des entreprises, de 60 reportages ou enquêtes et de près de 50 grilles de salaires publiées. Les sujets abordés reflètent les préoccupations du moment, entre évolution de la métallurgie en région parisienne, les femmes métallurgistes ou encore les propositions sur hiérarchie et classification salariales. En un an, la diffusion a progressé de 25 000 exemplaires, effaçant les pertes accumulées les six années précédentes, tandis que s'accroissaient le nombre de postes de diffusion de *La Vie ouvrière*, grâce aux décentralisations opérées dans les plus gros centres de diffusion et aux initiatives prises dans les bases syndicales ne diffusant aucune *Vie ouvrière*. Des progrès restent malgré tout à accomplir : englober davantage la diffusion dans l'activité syndicale, trouver



de nouveaux diffuseurs, utiliser davantage les libertés syndicales obtenues et s'impliquer toujours plus, dans la mesure où il n'y a que 70 000 lecteurs de *La Vie ouvrière Métaux*, pour 2,3 millions de métallurgistes dont 400 000 syndiqués.

L'équipe

La parution hebdomadaire de *La VOM*, placée sous la responsabilité politique de la Fédération et en particulier de Lucien Postel, secrétaire fédéral en charge de la propagande. Né en 1931 et ouvrier spécialisé chez Férodo à Saint-Ouen, il était secrétaire de l'Union syndicale des travailleurs de l'automobile de la région parisienne et membre du comité exécutif fédéral de 1956 à 1963, avant d'intégrer le bureau, puis le secrétariat fédéral en 1964.

La confection du journal est assurée par deux rédacteurs, Luc Quinat et Jean-Claude Poitou. Le premier, né en 1927 et chaudronnier à la CIT à Paris, était membre du secrétariat de l'Union des syndicats CGT de la métallurgie de la Seine de 1957 à 1969, où il assumait notamment la direction de la publication du mensuel *Le Métallo*. Le second, né en 1930 et ouvrier-fraiseur chez Saurer à Suresnes puis chez Willème à Nanterre, était secrétaire général de l'Union locale de Nanterre de 1960 à 1965, avant de diriger deux années durant le bureau d'éducation syndicale de la Fédération syndicale mondiale à Bamako, au Mali.

Leur point commun était d'avoir tous les trois grandi dans un milieu catholique et d'avoir milité, soit aux Jeunesses ouvrières chrétiennes (JOC), soit à l'Action catholique ouvrière (ACO). L'équipe se renforce avec l'arrivée en février 1970 d'Henri Barreau. Né en 1912, il est fait prisonnier par les Allemands en 1940 et déporté en Allemagne. À son retour en 1945, il décida de devenir



L'équipe de *La Vie ouvrière Métaux*. Sur la première photographie, de gauche à droite, Luc Quinat, Yvette Donas et Henri Barreau. Sur la seconde, Yves Audève (debout) et Henri Barreau. Sur la troisième, François Léger à gauche, Luc Quinat à droite.



Brochure de l'Union syndicale de la région parisienne, 1965 © coll. IHS CGT Métaux

prêtre-ouvrier et est embauché l'année suivante comme mouleur à la Compagnie des compteurs de Montrouge. Il est durant près de vingt ans l'un des dirigeants de l'Union des syndicats des travailleurs de la métallurgie de la Seine et membre de la commission exécutive fédérale de 1954 à 1959. Henri Barreau prend sa retraite à la fin de l'année 1975 et cède sa place à Yves Audève, qui assurait jusqu'alors la direction de la revue du comité d'entreprise de Renault, *Contact*.

La composition de l'équipe s'était précédemment modifiée, avec le départ de Jean-Claude Poitou en 1974 pour prendre la responsabilité de rédacteur en chef adjoint de *La Vie ouvrière*. Il est remplacé par Yvette Donas, une ouvrière spécialisée de l'électronique, chez Cabasse puis à la CSF et l'une des responsables du syndicat des métaux de Brest. Le dernier renouvellement

intervient avec le départ de Luc Quinat à la fin de l'année 1977, pour le poste de rédacteur en chef adjoint de *La Vie ouvrière*. Il est remplacé par François Léger, jusqu'alors secrétaire du syndicat de Creusot-Loire, au Creusot.

Ils reçoivent le soutien ponctuel de l'équipe de rédaction de *La Vie ouvrière*, en particulier pour la réalisation de la maquette.

L'intégration dans la cotisation

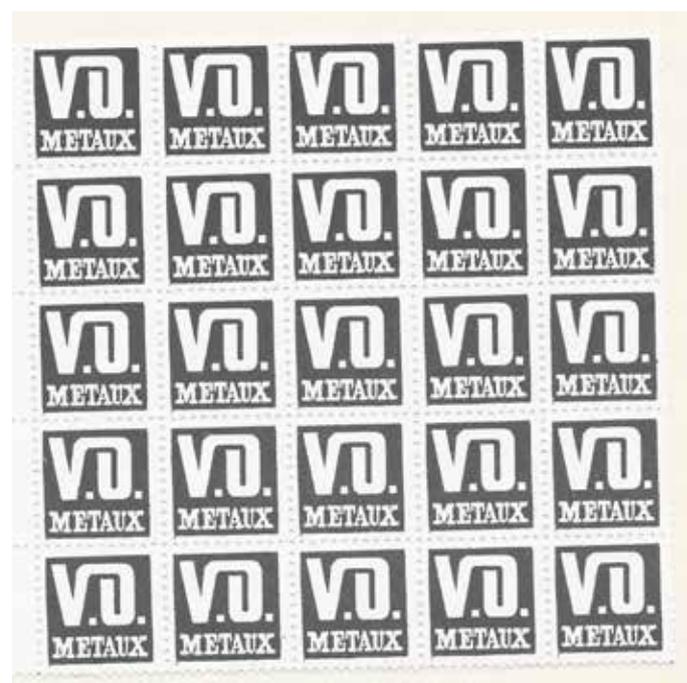
Dans de nombreux syndicats, l'idée d'incorporer le prix de *La VOM* dans la cotisation syndicale fait son chemin. L'écart entre le nombre de syndiqués et d'abonnés à *La VOM* ne permet toutefois pas de le réaliser dans l'immédiat au plan national. Une première étape est proposée, avec la création d'un timbre VOM qui s'ajoute fa-



cultativement au timbre syndical. La carte syndicale 1970 comprend ainsi un volet supplémentaire de 12 cases destinées à recevoir chaque mois ce timbre. L'objectif affiché est de gagner des syndicats à la lecture de *La VOM* et de faire grandir l'idée de l'incorporation du prix de *La VOM* dans la cotisation syndicale. Cela suppose également que la diffusion de *la VO* n'est plus uniquement l'affaire des diffuseurs, mais également celle des collecteurs !

Le 28^e congrès fédéral, en novembre 1973, constate la stagnation de la diffusion autour de 65 à 70 000 exemplaires depuis quatre années. Pour la relancer, la direction fédérale décide de soumettre une nouvelle proposition, celle de l'intégration de l'abonnement à *La VOM* dans les cotisations. 400 000 exemplaires seraient ainsi diffusés au lieu de 65 000, ce qui permettrait d'abaisser les coûts au numéro et de décharger les diffuseurs des lecteurs réguliers au profit de la prospection. Il ne s'agit pas d'une décision autoritaire, mais la volonté affichée d'organiser le débat dans les syndicats tout au long de l'année 1974, pour parvenir à cette intégration en janvier 1975. Cette proposition n'est pas à opposer à celle d'appliquer le taux d'1 % aux cotisations syndicales (voir à ce sujet le précédent numéro des *Cahiers d'histoire de la métallurgie*), dans la mesure où l'application de ce taux faciliterait financièrement l'intégration. Cette démarche s'appuie sur l'expérience de la Fédération des cheminots, dont la diffusion hebdomadaire progresse depuis qu'ils ont procédé à l'intégration d'un numéro par mois pour leurs syndiqués.

L'intégration totale, pour l'ensemble des numéros, représente cinq francs supplémentaires sur chaque cotisation mensuelle. Sa mise en application immédiate est difficile et implique un débat démocratique dans les syndicats et l'accord quasi-una-



Le timbre VOM © coll. IHS CGT Métaux

nime des syndiqués. Il est donc proposé comme première étape de gagner une VOM par mois pour chaque syndiqué. Ce numéro sera celui du second mercredi de chaque mois. Les premières expérimentations d'intégration sont menées par les syndicats RNUR Saint-Jean-de-la-Ruelle (Loiret), Bull Belfort, Dassault Bordeaux (Gironde), Air Ligne Champigny (Val-de-Marne), Manufrance Saint-Étienne (Loire), Thomson Malakoff (Hauts-de-Seine), SAFE Hagondange (Moselle).

En septembre 1975, un point est effectué sur l'intégration. Près de 100 000 syndiqués reçoivent *la VOM* au moins une fois par mois. C'est un succès incontestable, mais cela ne représente encore que le quart des effectifs syndiqués. Dans certains syndicats, l'intégration est allée plus loin, avec des intégrations bi-mensuelle, voire hebdomadaire.

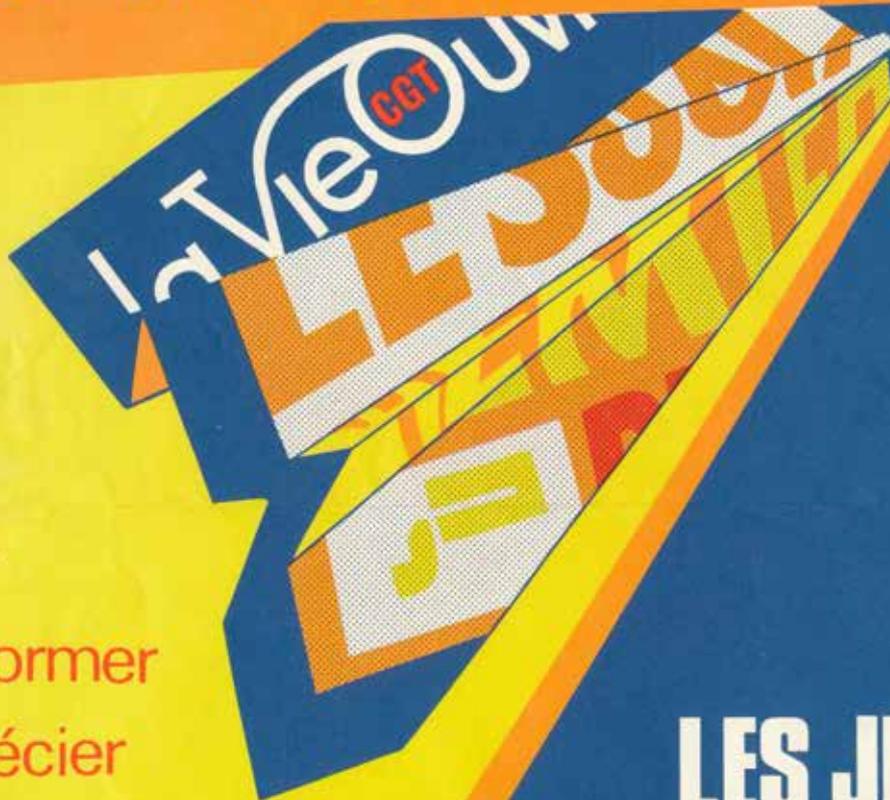
Des difficultés techniques, liées à la gestion du fichier informatique des abonnés et des problèmes comptables sont constatées par le 29^e congrès fédéral de novembre 1976. Toutefois, ces contretemps ne justifient pas



Centre Fédéral de la Jeunesse
Fédération des Travailleurs de la Métallurgie

C.G.T.

AVRIL – MAI – JUIN



pour
s'informer
apprécier
se déterminer

AVEC
LES JEUNES
ABONNEZ
VOUS A
LA VIE OUVRIERE
METAUX»

Affiche du centre fédéral de la jeunesse, 1973 © coll. IHS CGT Métaux



le fait que de nombreux syndicats n'ont pas encore appliqués les décisions prises à une quasi-unanimité trois ans plus tôt.

Vers la disparition

On assiste à une lente mais régulière érosion des ventes de *La Vie ouvrière Métaux*, en dépit des efforts déployés pour gagner de nouveaux lecteurs et développer de nouvelles bases de diffusion et des enquêtes menées auprès du lectorat pour mieux coller aux attentes. Dans ce domaine comme d'autres, la Fédération subit de plein fouet la casse des branches industrielles, la dé-syndicalisation qui l'accompagne et les difficultés financières qui en résultent. En novembre 1974, la diffusion passe pour la première fois sous la barre des 60 000 exemplaires, puis des 50 000 en septembre 1978 et enfin des 40 000 un an plus tard.

En septembre 1980, les difficultés financières sont telles que la Fédération décide de réduire la pagination de 8 à 4 pages, à l'exception de celui du second mercredi du mois. Le 3 décembre 1980, un article intitulé « Au revoir... » dresse le bilan : « Votre VO a mené vaillamment toutes les grandes campagnes fédérales ; pour les classifications, la convention collective nationale, la publication annuelle de l'enquête salaires, etc. [...] Dans nos 480 numéros nous avons abordés beaucoup, vraiment beaucoup de choses. En vrac : les luttes pour l'égalité des salaires, les nouvelles organisations du travail, les employés, les ouvriers spécialisés, la robotique, la téléphonie, la presse patronale et son évolution, les enquêtes sur les régions, les multinationales, l'informatique... Souvent, nous avons été les seuls à le faire. Puis bien sûr, l'encart a été l'instrument de masse pour informer sur les grandes batailles



de branche, sidérurgie, machines-outils... sur les solutions de la FTM-CGT, à travers de multiples dossiers, reportages. [...] *La VO Métaux s'efface, vive la VO !* »

Le 12 décembre 1980, le dernier numéro paraît, clôturant cette expérience qui, malgré son échec, ne doit pas faire oublier que douze années durant, la Fédération a investi dans un formidable outil dont l'impact dans la bataille idéologique n'aura pas été négligeable, loin de là ! ■

Les quatre photographies reproduites ci-dessus représentent la manifestation des jeunes métallurgistes pour l'emploi, à la Tour Eiffel à Paris en 1975
© DR | coll. IHS CGT Métaux.



Non au racket !

Les mobilisations massives au Chili, en Iran, en Équateur, au Liban ou plus près de nous, en France, avec les Gilets jaunes ont pour point de départ commun le refus des hausses de prix des carburants et des transports en commun. Avec le logement et l'alimentation, les déplacements sont en effet un poste de dépenses important pour les ménages et il n'est donc pas étonnant que ce sujet soit particulièrement sensible en temps de crise.

Cela ne date pas d'hier, comme en témoigne cette carte-pétition acquise par l'Institut d'histoire sociale de la métallurgie pour intégrer les fonds d'archives. Parue durant l'été 1980, elle propose aux salariés et à la population de s'adresser au ministre des Transports dans les termes suivants : « Je soutiens l'action commune de Tourisme et Travail et de la CGT pour réduire le coût des vacances. Le total des taxes perçues par l'État sur les carburants est supérieur à la facture pétrolière. Les autoroutes ont été largement financées par les contribuables et tous les automobilistes. En conséquence, j'exige l'accès gratuit aux autoroutes pendant mes vacances, ainsi que l'attribution de bons d'essence, à tarif réduit pour les congés. »

Une brève plongée dans *La Vie ouvrière* du second semestre 1980 confirme que les salaires et le renchérissement permanent du coût de la vie sont au cœur des préoccupations syndicales. Ainsi, Raymond Barre, cumulativement premier ministre et ministre de l'Économie et des Finances du gouvernement de Valéry Giscard-d'Estaing depuis 1976 annonce une vague d'augmentations dans les premiers jours de l'été. Cette déclaration intervient alors que le pouvoir d'achat a reculé pour toutes les catégories du salariat en 1979, selon une étude réalisée par l'INSEE et réévaluée par la CGT à partir de son propre indice des prix.



Une campagne de mobilisation est annoncée à l'occasion d'une conférence de presse de Georges Séguy, secrétaire général de la CGT au début du mois de juillet. La carte-pétition, mettant en scène deux gangsters – les péages et les pompes à essence – braquant une famille dans une ambiance très *Far West*, affiche les logos de l'association Tourisme et Travail et de la CGT.

Les premières diffusions ont lieu, toujours selon *La Vie ouvrière*, auprès des automobilistes au Pont de Tancarville en Seine-Maritime, au péage de Fleury-en-Bière sur l'A 6, au pont de Saint-Cloud et au péage de Mantes-la-Jolie sur l'A 13. Mais l'absence de mention ultérieure de cette campagne dans la presse syndicale ne permet pas d'en dire davantage. Peut-être qu'une visite dans les fonds d'archives du ministère des Transports permettrait d'en savoir davantage ! ■



Achille Blondeau nous a quittés

Embauché à quatorze ans au puits Bernard, à la Compagnie des mines d'Aniche, Achille Blondeau descendit à la mine comme galibot l'année suivante. Il organisa sa première grève durant l'hiver 1940-1941, mais elle fut un échec : marqué par cette expérience, il comprit « la nécessité d'être attentif aux conditions de travail ». Durant la Seconde Guerre mondiale, il fut arrêté à plusieurs reprises. Libéré fin février 1944, il entra dans les Francs-Tireurs et Partisans en avril 1944 et devint chef de groupe. Il s'engagea dans la Première armée qu'il suivit jusqu'à Berlin, mais sans avoir à combattre. Démobilisé en octobre, il reprit son travail au puits Bernard.

Il fut élu en 1947 à la commission administrative du syndicat des mineurs du Nord. Début 1949, il accéda à la Fédération régionale du Nord-Pas-de-Calais. Il accéda en février 1951 au secrétariat de la Fédération CGT du Sous-Sol, d'abord comme responsable à la jeunesse, comme trésorier fédéral de 1956 à 1958, puis comme responsable à l'organisation et à l'éducation. Il dirigea *Le Travailleur du Sous-Sol* et le *Droit minier*. Il fut élu Secrétaire général de 1960 à 1980. De 1978 à 1983, il fut administrateur des Charbonnages de France.

En 1951, il avait été élu, au titre de sa Fédération, à la commission administrative de la CGT. Il y siégea jusqu'en 1969 et accéda alors à sa commission exécutive jusqu'en 1977, exerçant de façon consécutive onze mandats confédéraux.



À la retraite en 1980, Achille Blondeau poursuivit son militantisme sous diverses formes. Il anima notamment l'Institut CGT d'Histoire Sociale des Mines qui se transforma en février 2002 en Institut d'Histoire Sociale Mines Energie, dont il fut le président.

Par ses engagements multiples, Achille aura marqué de son empreinte la corporation minière et le monde du travail. Il nous a quittés le 21 septembre 2019. ■

Elie Salesse nous a quittés

Elie Salesse est né le 1^{er} août 1941 à Ydes, une petite ville d'un bassin charbonnier du Cantal, avant que ses parents ne déménagent à Riom (Puy-de-Dôme). À quatorze ans, il entre comme apprenti ajusteur à la Compagnie de signaux et d'entreprises électriques (CSEE) à Riom, une entreprise de construction mécanique et électrique spécialisée dans la signalisation ferroviaire, les systèmes de téléphonie et certains systèmes

de défense, dont la création remonte à 1898. Son certificat d'aptitude professionnelle en poche, il est embauché comme ajusteur – ouvrier professionnel (OP 3) – dans cette même entreprise et adhère à la CGT en 1957.

En 1961, il est appelé pour effectuer son service militaire. À l'instar de nombreux jeunes de sa génération, il est envoyé en Algérie pour une période de 24 mois. À son retour à la vie civile, il retrouve son emploi à la CSEE.



Collecteur de *La Vie ouvrière* à partir de 1965, il est élu délégué du personnel après les grèves de mai-juin 1968 et s'investit tout naturellement dans l'Union locale CGT de Riom. En 1971, il est trésorier du syndicat CGT ouvrier de la CSEE, avant d'être élu, en 1974, à la direction du syndicat, puis en 1976 à la commission exécutive de l'Union départementale CGT du Puy-de-Dôme.

Au congrès de la Fédération CGT des travailleurs de la métallurgie en 1976, il est élu au comité exécutif fédéral (CEF). Deux ans plus tard, il participe à la création de l'Union des syndicats des travailleurs de la métallurgie (USTM) du Puy-de-Dôme, dont il est l'un des secrétaires, tandis qu'il intègre le secrétariat de l'Union départementale, en tant que responsable du suivi des comités d'entreprise. Avec opiniâtreté, il organise de nombreux stages de formation en direction des élus et participe à la création, sur le territoire, de l'ARDESSICA, une association au service des comités d'entreprise dont il a été membre du conseil d'administration.

Entre 1982 et 1984, il est secrétaire général de l'USTM, et suit, à ce titre, la longue lutte des « dudus », les salariés de l'entreprise Ducellier qui luttent pour la défense de leur outil de travail. Il quitte son mandat au comité exécutif fédéral lors du 32^e congrès fédéral, à Marseille en 1986. En 1988, il est toujours membre du bureau de l'Union départementale ainsi que du bureau du syndicat CSEE, entreprise dans laquelle il est représentant syndical au comité d'entreprise et délégué syndical central. Au début des années 1990, Elie Salesse se porte volontaire pour prendre la place d'un militant plus jeune, à l'occasion d'un plan de licenciement frappant la CSEE.

Il représente la CGT dans de nombreuses instances, comme au Comité économique, social et environnemental régional (CESER) d'Auvergne entre 1995 et 2001, au



Centre communal d'action sociale (CCAS) de Riom, au conseil d'administration du collège Gilbert Romme comme représentant des salariés, au comité de défense de la gare de Riom ou encore au comité de l'emploi pour la surveillance du développement des Signaux.

Après quatre années de chômage, il accède à la retraite. Il ne cesse pas pour autant de militer, tant sur le plan syndical que politique. Incontournable animateur des permanences de l'Union locale de Riom, il participe activement à l'activité des retraités dans son département, ainsi qu'à la popularisation de l'histoire sociale, en accueillant par exemple Bernard Lamirand à l'occasion d'un débat organisé en juillet 2013 sur Ambroise Croizat. Il comptait parmi les fondateurs de l'Institut CGT d'histoire sociale du Puy-de-Dôme et était adhérent depuis de nombreuses années à l'Institut CGT d'histoire sociale de la métallurgie.

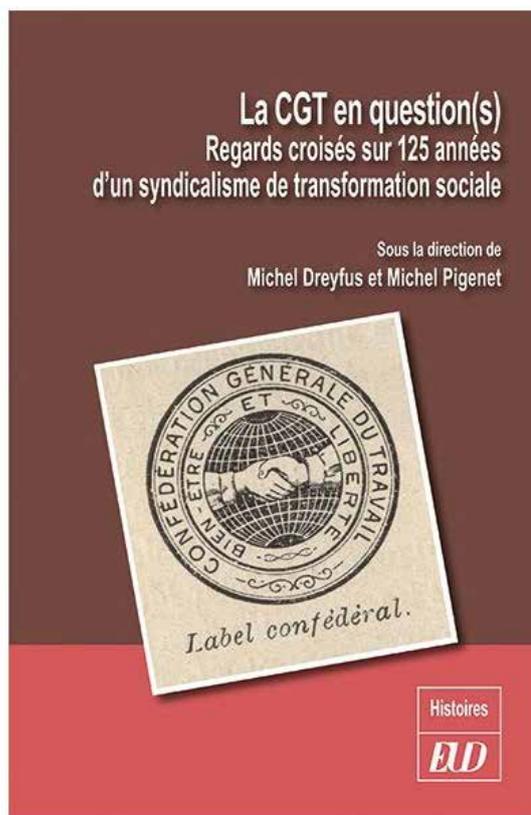
Il nous a quittés le 21 octobre 2019 des suites d'une longue maladie. ■



La CGT en question(s)

Les éditions universitaires de Dijon ont fait paraître en 2019 une nouvelle synthèse sur l'histoire de la CGT, rédigés à plusieurs mains par des chercheurs reconnus : Michel Pignet, Michel Dreyfus, David Hamelin, Sophie Bérout, Laure Machu et Jean-Marie Pernot. Plutôt que de retenir une approche purement chronologique, l'entrée privilégiée est celle des thématiques : la structuration syndicale, unité et scissions, le salariat, le rapport à l'État, la négociation collective et élections professionnelles, l'internationalisme ou encore les culture(s) cégétiste(s). Une imposante bibliographie des différents ouvrages et articles parus depuis 1995 complète cet ouvrage indispensable à nos bibliothèques !

• Michel Dreyfus, Michel Pignet (dir.), *La CGT en question(s)*, EUD, 2019, 18 €.



Dans les usines d'armement

L'Institut CGT d'histoire sociale de la Fédération des travailleurs de l'État vient de faire paraître, avec le concours du Service Historique de la Défense, un ouvrage portant sur les salariés des usines d'armement durant la Première Guerre mondiale. Cet épisode tragique de l'histoire constitue une charnière importante dans notre histoire, avec l'entrée massive des femmes dans les usines, l'expérimentation du paritarisme et de représentation des salariés, la rationalisation de la production ou encore l'émergence de nouvelles industries comme l'automobile et l'aéronautique. On estime à 1,6 million, le nombre de travailleurs assurant la production militaire. C'est à cet « autre front » que cet ouvrage rend hommage, en reproduisant un grand nombre de documents, souvent inédits.

• *Hommes et femmes dans les usines d'armement*, IHS-FNTE, 2019, 15 €

Hommes et femmes dans les usines d'armement

aux sources d'une conscience ouvrière éclatée

1914-1919



Ouvrage collectif
Édité par l'Institut Fédéral d'Histoire Sociale
des Travailleurs de l'État – CGT

Avec le concours scientifique
du Service Historique de la Défense.



La non-épuration

ANNIE LACROIX-RIZ
LA NON-ÉPURATION EN FRANCE
DE 1943 AUX ANNÉES 1950

ARMAND COLIN

Annie Lacroix-Riz, professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université Paris 7, vient de publier un nouvel ouvrage. Ces précédentes publications, fruits d'un travail considérable sur les archives, avaient mis au jour les comportements des industriels, banquiers et élites fran-

çaises avant et durant l'Occupation. Parfois attaquée pour son intransigeance de classe, le sérieux de son travail n'a jamais été remis en cause.

Elle se penche aujourd'hui sur la politique de non-épuration à l'issue de la libération du territoire. Initiative salubre, dans une période où la réhabilitation des collabos devient récurrente et l'action des résistants déformée jusqu'à vouloir la réduire au seul terme de terroristes. Car ce livre n'a pas pour seule vocation de faire enfin toute la lumière sur les choix et les agissements de patrons, magistrats, fonctionnaires mais aussi de renvoyer dans les cordes les tenants d'un nouveau regard sur les « pauvres citoyens » qui se retrouvèrent, par simple faiblesse passagère, antisémites, racistes, anticomunistes et soutiens de la milice.

Voilà des pages qui fourmillent d'informations et de références. Ne laissez pas passer l'occasion de rétablir par les faits et les documents ce que furent les agissements de trop nombreux « citoyens » bien pensants et bien placés et qui purent le demeurer sans difficultés jusqu'à leur dernier souffle au fond de leur lit.

• Annie Lacroix-Riz, *La non-épuration en France*, Armand Colin, 2019, **29,90 €**

Le prix du travail



Rares sont les travaux de recherches à avoir abordé la question des salaires et du « prix du travail ». Les dix chapitres de cet ouvrage collectif proposent d'éclairer, à partir d'approches pluridisciplinaires (droit, économie, gestion, sociologie et histoire), les concep-

tions, politiques et enjeux des rémunérations du travail, avant de se pencher sur des exemples plus particuliers parmi lesquels les métallurgistes liront avec profit l'article d'Alain Viguier concernant les rémunérations ouvrières chez Renault, de 1950 à 2000. Un glossaire d'une cinquantaine d'entrées, ainsi qu'une bibliographie complètent cet ouvrage.

• Michel Margairaz, Michel Pigenet, *Le prix du travail*, Editions de la Sorbonne, 2019, **24 €**.



d'articles d'histoire sur
<https://ftm-cgt.fr/histoire-sociale-de-la-metallurgie-ihs/>